



Attribution d'options de souscription et d'actions de performance au Directeur Général, Olivier Brandicourt, au titre de 2019

L'exercice des options et l'acquisition définitive des actions seront subordonnés à la réalisation d'une condition de performance qui consiste en l'atteinte cumulative de 3 critères de performance sur une période de trois ans, 2019-2021 (la « Période »).

Le taux d'allocation global (« **Taux d'Allocation Global** ») sera calculé en fonction du temps de présence au sein du Groupe et de ces trois critères de performance qui sont le ratio du « **Résultat Net des Activités** », le « **Cash-flow Libre (FCF)** » et le « **TSR** » selon les règles définies ci-dessous.

(i) Le Taux d'Atteinte du Résultat Net des Activités

Ce critère de performance correspond à l'atteinte moyenne, sur l'ensemble de la Période, du résultat net des activités par rapport au résultat net des activités budget.

Le Résultat Net des Activités prévu au budget (le « **Résultat Net Budget** ») sera différent d'un exercice à l'autre et sera validé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice.

Pour chaque exercice de la Période, le pourcentage, à taux de change constant, du (i) Résultat Net des Activités¹ réel (« **Résultat Net des Activités** ») sur (ii) le Résultat Net

¹ Le Résultat net des activités est un indicateur financier « non-GAAP » qui correspond au Résultat net consolidé - Part attribuable aux Actionnaires de Sanofi (conforme au référentiel IFRS) avant :

- amortissement et dépréciation des actifs incorporels (hors logiciels et autres droits de nature industrielle ou opérationnelle) ;
- ajustement de la juste valeur des compléments de prix relatifs aux regroupements d'entreprises ou à des cessions d'activités ;
- autres impacts résultant des conséquences des acquisitions (y compris les impacts concernant les sociétés mises en équivalence) ;
- coûts de restructuration et assimilés⁽¹⁾ ;
- autres gains et pertes (y compris plus ou moins-values de cessions majeures d'immobilisations⁽¹⁾) ;
- autres coûts ou provisions sur litiges⁽²⁾ ;
- effets d'impôts sur les éléments ci-dessus ;
- impacts des litiges fiscaux majeurs ;
- impôt sur la distribution de dividendes (3%) aux actionnaires de Sanofi jusqu'en 2017 ;
- impacts directs et indirects de la réforme fiscale aux Etats-Unis sur l'exercice 2017 et les ajustements des estimations comptabilisées en 2018, et conséquences de la décision du Conseil constitutionnel du 6 octobre 2017 en France, sur la contribution additionnelle de 3% en cas de distribution de dividendes en numéraire ;
- éléments de l'activité Santé Animale non inclus dans le résultat net des activités⁽³⁾ ;
- la part attribuable aux Intérêts Non Contrôlants sur tous les éléments ci-dessus.

⁽¹⁾ Présentés sur la ligne du compte de résultat consolidé **Coûts de restructuration et assimilés** ;

⁽²⁾ Présentés sur la ligne du compte de résultat consolidé **Autres gains et pertes, litiges**.

⁽³⁾ Impact (i) de l'arrêt des amortissements et dépréciations d'actifs corporels à partir de la date d'application de la norme IFRS 5 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées) compris dans le résultat net de l'activité, (ii) des amortissements et dépréciations des actifs incorporels comptabilisés jusqu'à la date d'application d'IFRS 5 et (iii) des coûts directement liés à l'opération de cession, ainsi que les effets d'impôts des éléments précités.



Budget sera calculé (ce taux annuel est appelé le « **Taux d'Atteinte du Budget Annuel RNA** »).

A l'issue de la Période, la moyenne arithmétique des Taux d'Atteinte du Budget Annuels pour chaque exercice de la Période (le « **Taux d'Atteinte du Budget RNA** » ou « **R** ») sera calculée et le Conseil d'administration déterminera le Taux d'Allocation Résultat Net correspondant au Taux d'Atteinte du Budget, comme suit :

Taux d'Atteinte du Budget RNA (« R »)	Taux d'Allocation Résultat Net
<i>Si R est inférieur à 95%</i>	0%
<i>Si R est égal à 95%</i>	50%
<i>Si R est supérieur à 95% et inférieur à 98%</i>	$(50 + [(R - 95) \times 16]) \%$
<i>Si R est supérieur ou égal à 98% et inférieur ou égal à 105%</i>	R %
<i>Si R est supérieur à 105% et inférieur à 110%</i>	$(105 + [(R - 105) \times 3]) \%$
<i>Si R est supérieur ou égal à 110%</i>	120%

(ii) Le Cash-flow libre (FCF)

Ce critère de performance correspond à l'atteinte moyenne, sur l'ensemble de la Période, du cash-flow libre par rapport au cash-flow libre budget.

Le Cash-Flow Libre prévu au budget (le « **FCF Budget** ») sera différent d'un exercice à l'autre et sera validé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice.

Pour chaque exercice de la Période, le pourcentage, à taux de change constant, du (i) Cash-Flow Libre² réel (le « **FCF** ») sur (ii) le FCF Budget sera calculé (ce taux annuel est appelé le « **Taux d'Atteinte du Budget Annuel FCF** »).

A l'issue de la Période, la moyenne arithmétique des Taux d'Atteinte du Budget Annuels pour chaque exercice de la Période (le « **Taux d'Atteinte du Budget FCF** » ou « **F** ») sera

² Le Cash-Flow Libre correspond au Cash-Flow opérationnel +/- variation du BFR +/- acquisitions d'immobilisations corporelles et de logiciels, après :

- amortissement et dépréciation des actifs incorporels (hors logiciels et autres droits de nature industrielle ou opérationnelle) ;
- acquisition de biens incorporels et après investissements (qui ne nécessitent pas l'approbation du Conseil d'administration) : engagement d'investissements et transactions de *Business Development* supplémentaires ;
- frais de restructuration et autres éléments similaires (excellence opérationnelle) ;
- produits des cessions (qui ne nécessitent pas l'approbation du Conseil d'administration).

Sont exclus les éléments suivants :

- toutes les acquisitions ou cessions approuvées par le Conseil d'administration ;
- tous les mouvements de trésorerie fondés sur les capitaux propres : rachat d'actions, augmentation de capital, paiement de dividendes, etc. ;
- les encaissements et décaissements importants et exceptionnels : liés à des litiges, produits dérivés, impôts, etc.



calculée et le Conseil d'administration déterminera le Taux d'Allocation FCF correspondant au Taux d'Atteinte du Budget FCF comme suit :

Taux d'Atteinte du Budget FCF (« F »)	Taux d'Allocation FCF
<i>Si F est inférieur ou égal à 40%</i>	0%
<i>Si F est supérieur à 40% et inférieur à 80%</i>	$[(F - 40) \times 1,625]\%$
<i>Si F est égal à 80%</i>	65%
<i>Si F est supérieur à 80% et inférieur à 100%</i>	$[(65 + [F - 80] \times 1,75)]\%$
<i>Si F est égal à 100%</i>	100%
<i>Si F est supérieur à 100% et inférieur à 120%</i>	F%
<i>Si F est supérieur ou égal à 120%</i>	120%

(iii) Le TSR

Pour la Période, ce critère de performance, le « *Total Shareholder Return* » (« **TSR** »), correspond à la croissance du cours de l'action augmentée du dividende par action. La croissance du cours de l'action est appréciée en considérant la moyenne des cours d'ouverture du 1^{er} février 2018 au 31 janvier 2019 et la moyenne des cours d'ouverture du 1^{er} février 2021 au 31 janvier 2022.

Par ailleurs, le dividende par action est la somme des dividendes versés sur une action de la Société pendant la période considérée sans réinvestissement.

Le TSR ainsi obtenu sera comparé à celui calculé sur la Période sur un panel de pairs. Les sociétés constituant ce panel (10 sociétés + Sanofi) sont les suivantes : Astra Zeneca, BMS, Eli Lilly, GSK, Johnson & Johnson, Merck, Novartis, Pfizer, Roche et Bayer. Le Conseil d'administration pourra revoir ce panel en cours de Période, dans le cas exceptionnel de disparition de certaines sociétés ou de consolidation entre sociétés.

Le TSR de la Société sera ainsi comparé au TSR de chacune des sociétés du panel, et résultera en un classement entre la Société et les sociétés du panel. Le taux d'Allocation de ce critère sera évalué selon le classement de la Société au sein du panel de la façon suivante (« **Taux d'Allocation TSR** ») :

– Définitions :

La médiane TSR est la performance de la société du panel placée au 6^{ème} rang (« **M** »).



Le point haut est la moyenne arithmétique de la performance des sociétés du panel placées aux 1^{er} et 2^{ème} rangs (« H »).

Le point intermédiaire est égal à $M + ((H-M)/2)$ (« **Point Intermédiaire** »).

Calcul du Taux d'Allocation TSR :

- Si le TSR de la Société est inférieur à M, le Taux d'Allocation TSR sera de 0% ;
- Si le TSR de la Société est égal à M, le Taux d'Allocation TSR sera de 50% ;
- Si le TSR de la Société est égal au Point Intermédiaire, le Taux d'Allocation TSR sera de 100% ;
- Si le TSR de la Société est supérieur ou égal à H, le Taux d'Allocation TSR sera de 150% ;
- Si le TSR de la Société est supérieur à M et inférieur à H, le Taux d'Allocation TSR sera calculé selon une interpolation linéaire, en utilisant les formules suivantes :

* Pour un TSR de la Société situé entre M et le Point Intermédiaire :

$$\text{Taux d'Allocation TSR} = \frac{(\text{TSR de la Société} - M) \times 50}{(\text{Point Intermédiaire} - M)} + 50$$

* Pour un TSR de la Société situé entre le Point Intermédiaire et H:

$$\text{Taux d'Allocation TSR} = \frac{(\text{TSR de la Société} - \text{Point Intermédiaire}) \times 50}{(H - \text{Point Intermédiaire})} + 100$$

(iv) Le Taux d'Allocation Global

Il correspond, pour la Période, à la moyenne pondérée du Taux d'Allocation Résultat Net (à hauteur de 50%), du Taux d'Allocation FCF (à hauteur de 30%) et du Taux d'Allocation TSR de la Période (à hauteur de 20%), multipliée par un coefficient de présence. Le coefficient de présence correspond au ratio du temps de présence à compter de la présente décision d'attribution et le départ du bénéficiaire au cours de la période d'acquisition sur la durée totale de la période d'acquisition.

Le Conseil d'administration constatera au cours du premier trimestre 2022 la réalisation des trois conditions de performance pour la Période en constatant successivement : (i)



le Taux d'Allocation Résultat Net, (ii) le Taux d'Allocation FCF, (iii) le Taux d'Allocation TSR et (iv) le Taux d'Allocation Global, en établissant la moyenne pondérée du Taux de d'Allocation Résultat Net Moyen, du Taux de d'Allocation FCF et du Taux de d'Allocation TSR pour la Période.

Le nombre d'options de souscription que le bénéficiaire pourra exercer ou le nombre d'actions à livrer au bénéficiaire à l'issue de la période d'acquisition, sous réserve de la réalisation de la condition de présence décrite ci-dessous et sauf cas particuliers prévus également ci-dessous sous l'Article « Condition de présence », sera égal au produit du Taux d'Allocation Global multiplié par le nombre total d'options et d'actions de performance initialement attribuées.

Si la multiplication du nombre d'options de souscription ou d'actions de performance initialement attribuées par le Taux d'Allocation Global pour la Période résultait en un nombre fractionnel d'options exerçables ou d'actions de performance, ce nombre d'options exerçables ou d'actions de performance serait arrondi au nombre entier immédiatement supérieur.

En tout état de cause, le nombre maximum d'options exerçables ou d'actions à livrer ne peut être supérieur au nombre d'options ou d'actions de performance initialement attribuées, sous réserve des cas d'ajustement visés sous l'Article « **Ajustements** ».

Comme pour les Plans Salariés (dont les membres du Comité Exécutif), les objectifs fixés sont définitifs. Le Conseil d'administration se réserve cependant la possibilité d'ajuster les conditions de performance en cas de circonstances exceptionnelles justifiant une telle modification, et ce, sur avis conforme du Comité des rémunérations, à savoir en cas de changement du périmètre de consolidation de la Société, de changement de méthode comptable ou toute autre circonstance justifiant un tel ajustement, selon l'avis du Conseil d'administration, afin de neutraliser, dans la mesure du possible, les conséquences de ces modifications sur l'objectif fixé lors de l'attribution initiale. Cet ajustement sera confirmé par un expert-comptable ou financier indépendant.

En cas d'invalidité ou de décès du bénéficiaire avant la constatation du Taux d'Allocation Global, le Taux d'Allocation Global, sera réputé être égal à 100% à la date de survenance de l'évènement considéré. Dans ce cas, le nombre d'options exerçables ou d'actions à livrer sera égal au nombre d'options de souscription ou d'actions de performance initialement attribuées. En cas d'invalidité ou de décès du bénéficiaire après la constatation du Taux d'Allocation Global, le Taux d'Allocation Global sera le taux constaté par le Conseil d'administration.

Condition de présence :



En cas de cessation de ses fonctions de Directeur Général, Olivier Brandicourt conservera le droit d'exercer ses options ou le droit à acquisition définitive de ses actions de performance selon le Taux d'Allocation Global tel que défini ci-dessus sauf, (sous réserve d'une décision contraire du Conseil d'administration) :

- (i) en cas de démission, la perte du droit à option ou des actions de performance prenant effet au jour de la cessation des fonctions de Directeur Général; et
- (ii) en cas de révocation pour faute grave, la perte du droit à option ou des actions de performance prenant effet au jour de la notification de la révocation.

Si à un moment quelconque avant l'expiration du délai de validité des options ou avant la fin de la période d'acquisition des actions de performance, Olivier Brandicourt rejoint comme salarié ou mandataire social, ou effectue une prestation ou coopère avec une société concurrente de la Société, il perdra irrévocablement ses options et ses actions de performance indépendamment d'une éventuelle décharge partielle ou totale de son engagement de non concurrence au titre de son mandat de Directeur Général qui serait décidée par le Conseil d'administration.

Cas particuliers :

- (i) En cas de départ à la retraite à partir de l'âge légal avant l'expiration du délai de validité des options ou avant la fin de la période d'acquisition des actions de performance, Olivier Brandicourt continuera à bénéficier des options et des actions de performance initialement attribuées, mais restera soumis aux autres conditions du Plan, y compris les conditions de performance.
- (ii) En cas d'invalidité correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie visé à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, c'est-à-dire équivalant à une impossibilité pour le bénéficiaire d'exercer toute activité professionnelle et correspondant à une invalidité (*disability*) au regard de la Section 409A du *Internal Revenue Code* américain:
 - a. Olivier Brandicourt pourra exercer ses options nonobstant la période d'acquisition. Il conservera dans ce cas le droit d'exercer ses options jusqu'à l'expiration du délai de validité de l'option, soit jusqu'au 30 avril 2029 à minuit heure de Paris, et pourra céder immédiatement les actions souscrites, le cas échéant.
 - b. L'acquisition définitive des actions de performance initialement attribuées interviendra dans le délai requis par la Section 409A précitée, nonobstant la période d'acquisition. Les actions seront alors librement cessibles, que l'invalidité intervienne avant ou après le terme de la période d'acquisition.



- (iii) En cas de décès, les actions de performance seront livrées à ses héritiers ou ayants-droits et ils pourront lever les options dans un délai de six mois à compter du décès sous peine de caducité, nonobstant la période d'acquisition, et céder immédiatement les actions acquises ou souscrites, le cas échéant.

Ajustements :

En cas d'amortissement ou de réduction du capital, de modification de la répartition des bénéfices, d'attribution gratuite d'actions à l'ensemble des actionnaires, d'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de distribution de réserves, de rachat d'actions à un prix supérieur au cours de bourse ou de toute émission de titres de capital ou de titres donnant droit à l'attribution de titres de capital comportant un droit de souscription réservé aux actionnaires, le nombre maximum d'actions attribuées ou le prix d'exercice des options et, le cas échéant, le nombre d'actions sous options pourront être ajustés pour tenir compte de cette opération.

Dans les cas pour lesquels les modalités d'ajustement sont prévues par la loi, il en sera fait application.

Dans les cas pour lesquels les modalités d'ajustement ne sont pas prévues par la loi, l'Assemblée Générale ou le Conseil d'administration décidant de l'émission ou de l'opération pourra adopter toutes mesures d'ajustement pour la protection des droits du bénéficiaire, en s'inspirant des dispositions légales ou réglementaires applicables au cas le plus proche.

Il est précisé, conformément à la 20^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte en date du 30 avril 2019, que les actions attribuées en application de cet ajustement seront réputées attribuées définitivement le même jour que les actions de performance initialement attribuées.